ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 15 février 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant le statut du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 21 février 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 15 februari 1994 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbare Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende vaststelling van het statuut van de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp", heeft op 21 februari 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

> "Gelet op de hoogdringendheid (de besluiten zijn uitermate belangrijk om een goede werking van de Brandweerdienst mogelijk te maken en de rechtsonzekerheid weg te werken) hadden wij graag dat het advies zou worden verstrekt binnen de bij artikel 84 van de gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn".

*

* *

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

Préambule.

1. Le texte néerlandais de l'introduction devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. La loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet et celui-ci ne la modifie pas. En conséquence, l'alinéa 1er doit être omis.

3. En ce qui concerne les alinéas 2 et 3, il est renvoyé à l'observation qui sera faite à propos de l'article 3.

4. L'alinéa 4, qui vise une loi spéciale, doit constituer l'alinéa 1er du préambule.

5. Les alinéas 6, 7 et 8 seront fusionnés.

6. Les alinéas 9 et 10 doivent être intervertis.

L'alinéa 10, devenant l'alinéa 9, sera rédigé comme suit :

"Vu l'accord du Ministre du Budget et de la Fonction publique, donné le 16 février 1994;".

7. Le considérant sera omis.

Proposant.

Comme le Conseil d'Etat l'a rappelé à de nombreuses reprises, les Secrétaires d'Etat ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Il y a donc lieu d'omettre, dans le proposant, les mots "et du Secrétaire d'Etat compétent pour le Service d'incendie et d'aide médicale urgente".

Le Secrétaire d'Etat V. ANCIAUX ne peut davantage signer l'arrêté.

Observation générale.

L'arrêté en projet se donne pour objet, suivant son intitulé, de fixer le statut du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les dispositions en projet n'arrêtent que quelques mesures : la "création" de deux grades dans les rangs 16 et 15; l'établissement des échelles de traitement; la non-application de diverses législations accordant des priorités à certains agents.

Comme l'ont admis les délégués du Gouvernement, le texte est incomplet; il doit contenir toutes les règles statutaires applicables aux agents concernés (1).

Il doit notamment, conformément à l'article 6, alinéa 1er, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, arrêter les modalités suivant lesquelles le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont nommés par le Gouvernement.

---

(1) Il serait, à cet égard, logique que les règles statutaires applicables au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint soient intégrées dans l'arrêté en projet "fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale" soumis à l'avis de la Section de législation (L. 23.128/VR).

C’est sous réserve de cette observation que les dispositions du projet sont examinées.

Dispositif.

Article 1er.

La disposition serait plus clairement rédigée comme suit :

"Article 1er. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint du service d’incendie et d’aide médicale urgente sont titulaires, respectivement, du grade de directeur général (rang 16) et du grade d’inspecteur général (rang 15)".

Article 3.

De la référence faite dans le préambule aux lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947 accordant les droits de préférence et de priorité, ainsi qu’à la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, il appert que la volonté des auteurs du projet, telle qu’elle est exprimée à l’article 3, est d’y déroger dans les limites permises par ces lois.

Il s’agit plus particulièrement des possibilités de dérogation en vertu, d’une part, de l’article 5, alinéa 2, des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947, et, d’autre part, par l’article 6, 1°, alinéa 2, de la loi du 26 mars 1968.

En ce qui concerne les lois de 1919 et 1947, le Conseil d'Etat constate qu'en vertu de leur article 12, leur article 5 n'est pas applicable aux fonctions et emplois dans les services publics dotés d'une personnalité distincte de celle de l'Etat, des provinces ou des communes dont le personnel est régi par un statut légal ou réglementaire, fonctions et emplois auxquels est attaché un traitement barémique maximum, supérieur au traitement barémique maximum attaché au grade de chef administratif de l'Etat. Il est donc inutile de prévoir à l'article 3 du projet une dérogation aux droits de préférence et de priorité accordés par les lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

En ce qui concerne la loi du 23 mars 1968, l'article 6, 1°, alinéa 2, de cette loi prévoit la possibilité d'y déroger, mais requiert, uniquement pour les emplois par recrutement, un arrêté formellement motivé. En l'espèce, cette motivation fait défaut.

Le texte de l'article 3 et le préambule doivent être modifiés pour tenir compte de l'observation qui vient d'être faite.

Sous réserve de cette modification, le texte néerlandais de l'article 3, in fine, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

Conformément à la légistique formelle, le texte néerlandais de cet article devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Exécutoire.

Le Secrétaire d'Etat ne pourrait tenir le pouvoir d'assurer l'exécution de l'arrêté en projet qu'en vertu d'une décision prise par le ministre auquel il est adjoint. Il s'ensuit que la disposition doit omettre la référence au Secrétaire d'Etat. On omettra donc les mots "et le Secrétaire d'Etat, compétent pour le Service d'incendie et d'Aide Médicale Urgente".

On écrira :

"Art. 5. Les Ministres qui ont la Fonction publique et le Service d'incendie et d'aide médicale urgente dans leurs attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

Observation finale.

Il est renvoyé à la plupart des observations finales faites dans l'avis L. 23.128/VR donné sur le projet d'arrêté "fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

> "Gelet op de hoogdringendheid (de besluiten zijn uitermate belangrijk om een goede werking van de Brandweerdienst mogelijk te maken en de rechtsonzekerheid weg te werken) hadden wij graag dat het advies zou worden verstrekt binnen de bij artikel 84 van de gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn".

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

Aanhef.

1. In de inleiding schrijve men : "De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,".

2. De wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut vormt niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit, dat die wet overigens niet wijzigt. Bijgevolg moet het eerste lid vervallen.

3. Omtrent het tweede en het derde lid wordt verwezen naar de opmerking die wordt gemaakt in verband met artikel 3.

4. Het vierde lid, dat verwijst naar een bijzondere wet, moet het eerste lid van de aanhef vormen.

5. Het zesde, het zevende en het achtste lid moeten worden samengevoegd.

6. De volgorde van het negende en het tiende lid moet worden omgekeerd.

Het tiende lid, dat het negende lid wordt, moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting en Openbaar Ambt, gegeven op 16 februari 1994;".

7. De considerans moet vervallen.

Voordrachtformulier.

De Raad van State heeft er herhaaldelijk op gewezen dat de staatssecretarissen geen deel uitmaken van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Bijgevolg schrijve men in het voordrachtformulier : "Op de voordracht van de Minister-Voorzitter en de Minister van Openbaar Ambt,".

Staatssecretaris V. ANCIAUX is evenmin bevoegd om het besluit te ondertekenen.

Algemene opmerking.

Het ontworpen besluit beoogt naar luid van zijn opschrift het statuut van de leidend ambtenaar en van de adjunct-leidend ambtenaar van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp vast te stellen.

De ontworpen bepalingen voorzien slechts in enkele maatregelen, te weten de "oprichting" van twee graden in de rangen 16 en 15, de vaststelling van de weddeschalen en de niet-toepassing van diverse wetten waarbij aan sommige ambtenaren een recht van voorrang wordt toegekend.

De tekst is onvolledig; hij moet alle rechtspositonele regels bevatten die op de betrokken ambtenaren van toepassing zijn (1). De gemachtigden van de Regering zijn het daarmee eens.

Overeenkomstig artikel 6, eerste lid, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp moet de tekst onder meer bepalen volgens welke regels de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar door de Regering worden benoemd.

---

(1) In dat verband zou het logisch zijn dat de rechtspositionele regels, toepasselijk op de leidend ambtenaar en op de adjunct-leidend ambtenaar, opgenomen worden in het ontworpen besluit "tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp", dat om advies aan de afdeling wetgeving is voorgelegd (L. 23.128/VR).

Onder voorbehoud van die opmerking worden de bepalingen van het ontwerp onderzocht.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De bepaling zou duidelijker gesteld zijn indien ze als volgt zou luiden :

"Artikel 1. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp bekleden respectievelijk de graad van directeur-generaal (rang 16) en van inspecteur-generaal (rang 15)".

Artikel 3.

Uit de verwijzing, in de aanhef, naar de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 houdende toekenning van de voorkeurs- en voorrangsrechten, alsook naar de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, blijkt dat de stellers van het ontwerp de bedoeling hebben, zoals in artikel 3 van het ontwerp wordt gesteld, om ervan af te wijken binnen de grenzen toegestaan op grond van die wetten.

Het gaat inzonderheid om de afwijkingen die toegestaan worden, enerzijds op grond van artikel 5, tweede lid, van de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, en anderzijds op grond van artikel 6, 1°, tweede lid, van de wet van 26 maart 1968.

In verband met de wetten van 1919 en 1947 stelt de Raad van State vast dat krachtens artikel 12 van die wetten artikel 5 ervan niet toepasselijk is op de ambten en betrekkingen (in de overheidsdiensten met een andere rechtspersoonlijkheid dan die van de Staat, de provincies of de gemeenten, waarvan het personeel een wettelijk of reglementair statuut geniet), waaraan een weddeschaal verbonden is met een maximumbedrag dat hoger is dan het maximumbedrag van de weddeschaal die verbonden is aan de graad van bestuurschef in de Rijksdiensten. Het is derhalve overbodig in de ontworpen bepaling af te wijken van de voorkeurs- en voorrangsrechten die de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 toekennen.

Artikel 6, 1°, tweede lid, van de wet van 23 maart 1968 voorziet in de mogelijkheid ervan af te wijken, doch daartoe moet uitsluitend voor de wervingsambten een uitdrukkelijk met redenen omkleed besluit worden vastgesteld. In het onderhavige geval ontbreekt die motivering.

De tekst van artikel 3 en de aanhef moeten worden gewijzigd ten einde rekening te houden met de hierboven gemaakte opmerking.

Onder voorbehoud van die wijziging schrijve men aan het slot van artikel 3 "worden aangevoerd" in plaats van "worden ingeroepen".

Artikel 4.

Conform de wetgevingstechniek behoort dit artikel als volgt te worden gesteld :

"Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

Uitvoeringsbepaling.

De Staatssecretaris kan alleen op grond van een beslissing genomen door de minister aan wie hij is toegevoegd, belast worden met de uitvoering van het ontworpen besluit. Bijgevolg moet in de bepaling de verwijzing naar de Staatssecretaris vervallen. De woorden "en de Staatssecretaris, bevoegd voor de Brandweer en Dringende Medische Hulp" moeten dus vervallen.

Men schrijve :

"Art. 5. De Ministers tot wier bevoegdheid het Openbaar Ambt en de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp behoren, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

Slotopmerking.

Verwezen wordt naar de meeste slotopmerkingen gemaakt in het advies L. 23.128/VR dat is verstrekt omtrent het ontwerp van besluit "tot vaststelling van het admini-

stratief en geldelijk statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE,

Madame : M. PROOST, greffier,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,
staatsraden,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.